

Les inégalités, moteur de la crise écologique

Hervé Kempf*

LES TROIS OU QUATRE GÉNÉRATIONS situées à la charnière du troisième millénaire sont les premières dans l'histoire de l'humanité, depuis que les bipèdes arpentent la planète, à se heurter aux limites de la biosphère. Cette rencontre ne se fait pas sous le signe de l'harmonie, mais sous celui d'une crise écologique majeure.

Soulignons-en quelques aspects. Le premier d'entre eux est l'inquiétude nouvelle des climatologues : ils raisonnent depuis quelques années sur l'hypothèse d'une irréversibilité possible du changement climatique. Jusqu'à présent, on pensait qu'un réchauffement graduel interviendrait, mais que quand l'humanité se rendrait compte de la gravité de la situation, il serait possible de revenir en arrière et de retrouver l'équilibre climatique. Les climatologues nous disent qu'il est possible qu'on atteigne un seuil tel que le système climatique dérape vers un désordre irréversible. L'assèchement de la forêt amazonienne, par exemple, ne pourrait plus être empêché. Plusieurs séries d'observations nourrissent cette inquiétude : les glaciers du Groenland fondent bien plus vite que ne le prévoient les modélisateurs ; les océans pourraient pomper moins de gaz carbonique ; le réchauffement, déjà à l'œuvre, accélérer la fonte du pergélisol, cette immense couche de terre gelée située en Sibérie et au Canada, qui de ce fait menacerait de relâcher les quantités énormes de gaz carbonique et de méthane qu'elle recèle.

Une deuxième observation est que la crise écologique ne se réduit pas au changement climatique. Celui-ci est le phénomène le mieux connu du grand public, il ne constitue cependant qu'un volet de la crise globale. Un autre importe presque autant : l'érosion de la biodiversité, dont l'ampleur ne peut être mieux illustrée que par le fait que les spécialistes, pour désigner la disparition accélérée d'espèces que notre époque expérimente, parlent de « sixième crise d'extinction ». La cinquième, il y a soixante-cinq millions d'années, avait vu la disparition des dinosaures.

Troisième volet peut-être moins sensible ou moins bien synthétisé que la problématique du changement climatique : une contamination chimique généralisée de notre environnement, dont deux aspects sont particulièrement trou-

blants. D'une part, les chaînes alimentaires sont contaminées, certes à des doses minimes, par des polluants

* Hervé Kempf est l'auteur de *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (Seuil, 2011) et animateur du site www.reporterre.net

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

chimiques. D'autre part, il apparaît de plus en plus clairement que le plus grand écosystème de la planète, l'ensemble des océans, que l'on pensait presque infini dans sa capacité de régénération, est de plus en plus affaibli, soit par la pollution, soit par la dégradation de tel ou tel de ses écosystèmes particuliers.

Cette entrée en matière définit l'urgence politique de notre époque. Cependant, ce n'est ni depuis aujourd'hui, ni même depuis hier que notre société a été avertie du péril, mais depuis plusieurs décennies. Rachel Carson a en effet lancé l'alerte avec *Le Printemps silencieux* en 1962, puis, dans les années 1970, la question écologique a pénétré avec éclat le débat public : conférences internationales (Stockholm en 1972, Rio de Janeiro en 1992), articles scientifiques, luttes des écologistes ont depuis lors amassé une somme de connaissances confirmant sans relâche la tendance générale.

Pourquoi alors nos sociétés ne s'orientent-elles pas vraiment vers les politiques qui permettraient d'éviter l'approfondissement de la crise écologique ? C'est la question cruciale. Afin d'y répondre, il faut analyser les rapports de pouvoir dans nos sociétés. Et découvrir qu'elles sont organisées pour bloquer ces politiques nécessaires.

Comment ? Depuis une vingtaine d'années, le capitalisme se caractérise par le retour de la pauvreté dans les pays riches. Le recul du taux de pauvreté, continu depuis la fin des années 1940, s'est interrompu dans les pays occidentaux voire, dans certains cas, s'est inversé. De même, le nombre de personnes en situation de précarité (légèrement au-dessus du seuil de pauvreté), augmente lui aussi de façon régulière. Par ailleurs, au niveau mondial, le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue, c'est-à-dire disposant de moins de deux dollars par jour, reste de l'ordre de deux milliards, tandis que la FAO estime à plus d'un milliard le nombre d'humains insuffisamment nourris.

L'augmentation des inégalités depuis une vingtaine d'années constitue un autre aspect de la crise sociale. De nombreuses études l'attestent. L'une d'entre elles, conduite par deux économistes de Harvard et du Federal Reserve Board, est des plus parlantes. Carola Frydman et Raven E. Saks^{1/} ont comparé le rapport entre le salaire gagné par les trois premiers dirigeants des cinq cents plus grandes entreprises américaines et le salaire moyen de leurs employés. Cet indicateur de l'évolution des inégalités reste stable des années 1940, moment où commence l'observation, jusqu'aux années 1970 : les patrons des entreprises considérées gagnaient environ trente-cinq fois le salaire moyen de leurs employés. Puis se produit un décrochement à partir des années 1980,

et le rapport monte de façon assez régulière jusqu'à atteindre environ cent trente dans les années 2000.

Ces études signifient qu'une rupture majeure est intervenue dans le fonctionnement du capitalisme depuis

^{1/} Carola Frydman & Raven E. Saks, « Executive Compensation : A New View from a Long-Run Perspective, 1936-2005 », *Finance and Economics Discussion*, Series 2007-35, Washington, Board of Governors of the Federal Reserve System, 2007.

soixante ans. Durant les décennies 1950, 1960 et 1970, l'enrichissement collectif permis par la hausse continue de la productivité était assez équitablement distribué entre capital et travail, si bien que les rapports d'inégalité demeuraient stables. A partir des années 1980, un décrochage de plus en plus prononcé entre les détenteurs du capital et la masse des citoyens s'est produit. L'oligarchie accumule revenus et patrimoine à un degré jamais vu depuis un siècle.

Il est essentiel de s'intéresser à la façon concrète dont les hyper-riches utilisent leur argent. Celui-ci n'est plus caché comme au temps de l'austère bourgeoisie protestante décrite par Max Weber : il nourrit au contraire une consommation outrancière de yachts, d'avions privés, de résidences immenses, de bijoux, de montres, de voyages exotiques, d'un fatras clinquant de dilapidation somptuaire.

Pourquoi cela est-il un moteur de la crise écologique ? Pour le comprendre, il nous faut nous tourner vers le grand économiste Thorstein Veblen, dont la pensée était rangée par Raymond Aron au même niveau que celles de Carl von Clausewitz ou d'Alexis de Tocqueville^{2/}. Bien oubliée aujourd'hui, elle n'en présente pas moins une saisissante pertinence.

Résumons-la à l'extrême. Que disait Veblen ? Que la tendance à rivaliser est inhérente à la nature humaine. Nous avons, chacun d'entre nous, une propension à nous comparer les uns aux autres, et cherchons à manifester par tel ou tel trait extérieur une petite supériorité, une différence symbolique par rapport aux personnes avec lesquelles nous vivons. Veblen ne prétendait pas que la nature humaine se réduit à ce trait, il ne le jugeait pas d'un point de vue moral, il le constatait.

S'appuyant sur les nombreux témoignages des ethnographes de son époque, il constatait aussi que cette forme de rivalité symbolique s'observe dans toutes les sociétés.

De surcroît, poursuivait-il, toutes les sociétés produisent assez aisément la richesse nécessaire pour satisfaire leurs besoins de nourriture, de logement, d'éducation des enfants, de convivialité, etc. Pourtant, elles produisent généralement une quantité de richesses bien supérieure à la satisfaction de ces besoins. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de permettre à leurs membres de se distinguer les uns des autres.

Veblen constatait ensuite qu'existent le plus souvent plusieurs classes au sein de la société. Chacune d'entre elles est régie par le principe de la rivalité ostentatoire. Et dans chaque classe, les individus prennent comme modèle le comportement en vigueur dans la couche sociale supérieure, qui montre ce qu'il est bien, ce qu'il est chic, de faire. La couche sociale imitée prend elle-même exemple sur celle qui est située au-dessus d'elle dans l'échelle de la fortune. Cette imitation se reproduit de bas en haut, si bien

que la classe située au sommet définit le modèle culturel général de ce qui est prestigieux, de ce qui en impose aux autres.

^{2/} Raymond Aron, « Avez-vous lu Veblen ? », in Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970, p. VIII.



ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Que se passe-t-il dans une société très inégalitaire ? Elle génère un gaspillage énorme, parce que la dilapidation matérielle de l'oligarchie – elle-même en proie à la compétition ostentatoire – sert d'exemple à toute la société. Chacun à son niveau, dans la limite de ses revenus, cherche à acquérir les biens et les signes les plus valorisés. Médias, publicité, films, feuillets, magazines « people » sont les outils de diffusion du modèle culturel dominant.

Comment alors l'oligarchie bloque-t-elle les évolutions nécessaires pour prévenir l'aggravation de la crise écologique ? Directement, bien sûr, par les puissants leviers – politiques, économiques et médiatiques – dont elle dispose et dont elle use afin de maintenir ses privilèges. Mais aussi indirectement, et ceci est d'une importance équivalente, par ce modèle culturel de consommation qui imprègne toute la société et en définit la normalité.

Nous rebouclons maintenant avec l'écologie. Prévenir l'aggravation de la crise écologique, et même commencer à restaurer l'environnement, est dans le principe assez simple : il faut que l'humanité réduise son impact sur la biosphère. Y parvenir est également en principe assez simple : cela signifie réduire nos prélèvements de minerais, de bois, d'eau, d'or, de pétrole, etc., et réduire nos rejets de gaz à effet de serre, de déchets chimiques, de matières radioactives, d'emballages, etc. Ce qui signifie réduire la consommation matérielle globale de nos sociétés. Une telle réduction constitue le levier essentiel pour changer la donne écologique.

Qui va réduire sa consommation matérielle ? On estime que 20 à 30 % de la population mondiale consomme 70 à 80 % des ressources tirées chaque année de la biosphère. C'est donc de ces 20 à 30 % que le changement doit venir, c'est-à-dire pour l'essentiel des peuples d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon. C'est une condition pour que les pays du Sud, qui sont confrontés eux aussi à la crise écologique, puissent engager un autre mode de développement, qui soit juste mais ne reprenne pas le chemin destructeur suivi par les pays occidentaux.

Au sein des sociétés surdéveloppées, ce n'est pas aux pauvres, aux salariés modestes que l'on va proposer de réduire la consommation matérielle. Mais ce n'est pas non plus seulement les hyper-riches qui doivent opérer cette réduction : car même si les oligarques se passent de limousines avec chauffeurs, de montres clinquantes, de shopping en 4x4 à Saint Tropez, ils ne sont pas assez nombreux pour que cela change suffisamment l'impact écologique collectif. C'est à l'ensemble des classes moyennes occidentales que doit être proposée la réduction de la consommation matérielle.

On voit ici que la question de l'inégalité est centrale : les classes moyennes n'accepteront pas d'aller dans la direction d'une moindre consommation matérielle si perdure la situation actuelle d'inégalité, si le changement nécessaire n'est pas équitablement adopté. Recréer le sentiment de solidarité essentiel pour parvenir à cette réorientation radicale de notre culture suppose évidemment que soit entrepris un resserrement rigoureux des inégalités – ce qui, par ailleurs, transformerait le modèle culturel existant.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

La proposition de baisse de la consommation matérielle peut sembler provocante dans le bain idéologique dans lequel nous sommes plongés. Mais aujourd'hui, l'augmentation de la consommation matérielle globale n'est plus associée en Occident avec une augmentation du bien-être collectif – elle entraîne au contraire une dégradation de ce bien-être. Une civilisation choisissant la réduction de la consommation matérielle verra par ailleurs s'ouvrir la porte d'autres politiques. Outillée par le transfert de richesses que permettra la réduction des inégalités, elle pourra stimuler les activités humaines socialement utiles et à faible impact écologique. Santé, éducation, transports, énergie, agriculture, sont autant de domaines où les besoins sociaux sont grands et les possibilités d'action importantes. Il s'agit de renouveler l'économie par l'idée de l'utilité humaine plutôt que par l'obsession de la production matérielle, de favoriser le lien social plutôt que la satisfaction individuelle. Face à la crise écologique, il nous faut consommer moins pour répartir mieux.



